

La « crise et vous »

Besoin de révolutions de société

Discours de Joëlle Milquet

Liège, le 31 janvier 2009

I. La crise : un besoin de révolutions fortes et non de mesurette

La crise est elle bien là ? Assurément.

Ce n'est pas une seule crise que nous connaissons, mais bien plusieurs crises concomitantes, parfois interdépendantes.

Il y a bien sûr la crise financière et économique que nous avons abordée ce matin, la crise la plus profonde et inédite de ces dernières décennies ; je vais y revenir.

Il y a, avec elle, une crise sociale et une crise de l'emploi qui n'a pas encore, nous le craignons, montré son vrai visage.

Mais il y a en outre une crise de notre modèle planétaire énergétique et de consommation, liée aux impératifs climatiques ; il y a une crise de valeurs face au carcan dérégulé, matérialiste et individualiste dans lequel l'organisation du système néolibéral enferme les populations. Il y a une crise de gouvernance avec des Etats Nations de plus en plus impuissants pour réguler le monde financier et économique, une Europe encore trop faible hélas pour parler d'une seule voix et exister comme réelle entité fédérale forte, des blocs continentaux fragiles et *in fine* des institutions internationales qui, hélas, n'incarnent en rien une gouvernance mondiale réelle capable d'imposer une vision, une régulation, un projet et des valeurs aux marchés.

Face à cette crise, face à ces crises, nous comme politiques, ne pouvons pas nous tromper de réactions.

Nous devons, tout d'abord, **ne pas mentir**, ne pas adoucir, ne pas éluder et dire la vérité aux gens. Oui la crise est grave et profonde, oui elle est structurelle et inédite, oui, elle va faire mal, oui, elle demandera des efforts de tous.

Nous devons ensuite **éviter la passivité**, la plainte et l'expression d'un sentiment de fatalité. Oui, nous devons réagir. Oui, nous devons prévenir et encadrer. Oui, cette crise impose une réaction à la hauteur de son ampleur à tous les niveaux de pouvoir : régional, national, européen, international.

Nous devons surtout considérer que cette crise offre l'opportunité de réformes radicales dont nos sociétés ont besoin, des grands changements, des grandes révolutions dans les politiques pour guider les révolutions de civilisation que nous sommes en train de vivre.

Révolution environnementale, révolution financière et économique, révolution de l'âge, révolution des familles, révolution de la communication, révolution des valeurs, révolution des identités, nous sentons tous que nous vivons un moment charnière de notre monde, de notre civilisation, une période où les certitudes d'hier vacillent sans que de nouvelles convictions ne parviennent à faire consensus, une période de transformation radicale qui n'est pas toujours appréhendée avec l'ampleur nécessaire.

Tout change, tout bouge, tout se transforme. Ce serait une erreur historique face à cette crise de considérer qu'il suffit de petits essoufflements sporadiques, de petites erreurs des uns et des autres : banquiers avides, manque de quelques contrôles isolés.

Ce serait une erreur historique de croire que quelques rustines, quelques changements de CEO, quelques règles complémentaires de régulations seraient des réponses adéquates.

Nous sommes tout simplement arrivés à l'épuisement de nos modèles et schémas financiers, à l'épuisement de notre modèle de consommation, de nos modèles de gouvernance.

Jamais aucune génération n'a vécu une période de transformation aussi radicale, multiple, profonde et exceptionnelle de notre planète et de nos sociétés. Ces transformations exigent une vraie révolution dans les projets et dans le rôle politique.

Alors, face à la crise, il faudra oser innover et révolutionner, oser remettre en question et préparer l'avenir. La crise offre des opportunités d'action de réformisme et d'anticipation rares ; prenons les et surtout ne nous trompons pas de combat.

Conduire le changement pour ne pas le subir, voilà notre ambition pour la planète, l'Europe, la Belgique et notre espace francophone. Nous devons imaginer des utopies nouvelles et donner envie de croire à nouveau que l'avenir peut être synonyme de progrès.

Nous devons dire oui à une nouvelle mobilité, tant intellectuelle que physique ; oui pour repenser notre organisation de société trop sclérosée, trop frileuse, trop compartimentée, trop peu ambitieuse, trop peu audacieuse ; oui aux changements radicaux de nos modes de vie et de consommation ; oui aux réformes nécessaires dans notre monde de l'enseignement, dans le monde du travail, dans la nouvelle logique des temps de vivre ; oui à l'effort et à la créativité ; oui à une nouvelle ambition collective ; oui pour considérer que les changements sont des opportunités, que face aux destructions d'emploi on assiste à des créations d'activités inattendues ; oui pour imaginer que le développement durable est vecteur de croissance ; oui pour s'investir dans un savoir nouveau et exigeant des qualifications poussées.

A nous de ne pas nous faire peur, mais de donner du sens et de l'espoir. **A nous d'oser à la fois changer et résister. A nous de redonner de l'ambition collective et de l'humanité.**

Notre combat de demain, du 7 juin, d'après-demain, ce sera d'offrir une vision, un projet, un cap, des valeurs, des idées, des réformes à notre région, à notre pays, à l'Europe et au monde ! Ce sera de parler avec les citoyens, de leur dire que la crise est grave, mais qu'on peut s'en sortir, de dire que ce sera difficile mais qu'avec un projet, des valeurs, des alternatives on peut ensemble préparer une société pour demain, plus humaine, plus environnementale, plus dynamique, plus solidaire, à l'économie plus verte, mieux encadrée.

Notre combat ne sera pas de jouer dans le bac à sable des combats partisans, dans le ring de boxe du débat du 19^{ème} siècle entre la droite et la gauche, notre combat ne sera pas celui à mener contre les autres partis politiques, il ne sera pas celui des promesses les plus folles, les plus onéreuses, les plus malhonnêtes, nous ne nous noierons pas dans les « y a qu'a ». Notre combat ne sera pas celui de la séduction permanente de l'opinion consistant à dire ce qu'elle a envie d'entendre, ce qui fait plaisir, ce qui rend sympa, ce qui fait voter ou aimer.

Non, nous politiques, nous cdH, nous avons le devoir de mener le combat juste et difficile de la responsabilité, des réformes et des projets et aussi de la vérité et de l'intégrité.

Notre combat est de faire changer notre société : il sera de modifier notre système socio-économique, doper le développement humain de nos régions, de préparer la révolution de l'âge de manière sérieuse et crédible, d'investir massivement dans le capital humain et de donner de l'excellence collective à notre enseignement et nos formations.

II. La crise : un besoin urgent de prospective

Un parti ne peut se limiter à la gestion, à l'immédiateté, à la myopie du présent. Il ne peut continuer à s'enfermer dans une bulle sous-régionale, régionale ou nationale, sans penser le monde ou l'Europe. Nous avons le devoir de nous occuper, avec la même intensité, « de ce qui n'existe pas encore ». C'est pour cette raison que nous pensons que notre gouvernance a besoin de la respiration, de la réflexion et de la prospection.

Il s'agit là en effet du nouveau rôle que ces révolutions imposent au politique et pour lequel il est hélas peu outillé et peu habitué. Or si nous, politiques, nous ne prenons pas conscience de ces révolutions, ne les anticipons pas, ne les préparons pas, ne les dénonçons pas, quand c'est nécessaire, nous raterons ce nouveau rôle indispensable qui est devenu le nôtre, bien au-delà de celui de la gestion et parfois de la séduction : un rôle de prospection, un rôle de réflexion, un rôle d'information, un rôle d'opposition, un rôle d'imagination, un rôle de création, un rôle de motivation, un rôle d'ambition, un rôle de transformation du réel.

Nous ne pouvons entamer une année aussi grave, à un moment planétaire aussi important, en nous contentant de quelques bonnes intentions, quelques scoops

ou effets d'annonce sympathiques, quelques petites idées concrètes qui font plaisir et font parler de nous. Non.

Comme parti humaniste et alternatif, comme parti passionné par l'intérêt général et les générations futures, comme parti soucieux de porter des valeurs humaines fortes de respect, de tolérance et de solidarité, comme parti attaché au sens à donner à l'évolution des choses, au sens à donner au goût des autres, nous ne pouvons esquiver le sable mouvant de la société dans laquelle nous vivons et nous limiter à nous enfermer dans un présent confortable. Nous devons initier ce nouveau rôle prospectif d'un parti du 21^{ème} siècle et dessiner concrètement ce nouveau rôle dans une nouvelle alliance avec le monde académique et intellectuel qui, malheureusement, fait trop souvent défaut. Cet effort de réflexion, je crois cependant que nous devons l'élargir. Il doit dépasser le cadre de notre parti et s'étendre à l'ensemble des niveaux de pouvoir.

Le génie politique exige de pouvoir à la fois gérer le court terme tout en ayant une vision à long terme. Mais, la crise l'illustre à souhait, **les gouvernements doivent constamment gérer l'urgence**. Ils sont trop souvent contraints de privilégier la résolution des problèmes à court terme par rapport à la réflexion de long terme.

C'est pourquoi **je pense qu'il serait indispensable que la Belgique et ses entités fédérées se dotent, ensemble, d'une cellule de prospective pour baliser, anticiper et préparer de manière innovante les grands changements de société que nous connaissons sans toujours leur donner un nom, qu'ils soient financiers, économiques, sociologiques, éducatifs ; qu'ils touchent les révolutions de l'âge et des familles, les problèmes de santé mentale de notre société, les nouveaux besoins de vigilance scientifique et bioéthiques, les dérives démocratiques de la société de communication, les dérives matérialistes de la société. Cette cellule serait mise au service des gouvernements des différentes entités de notre pays et serait susceptible de développer une vision à la fois globale et à long terme de l'évolution de la société, prévenir, anticiper, analyser, faire des recommandations**. Cela permettrait à l'action politique d'atteindre plus facilement cet équilibre entre la gestion des urgences et la vision à long terme que la crise exige.

Cette cellule fonctionnerait sur un modèle comparable à la cellule de prospective créé par Jacques Delors lorsqu'il était président de la Commission européenne. Sa composition devrait être variée et multidisciplinaire : experts académiques, scientifiques, économistes, spécialistes de sciences humaines, spécialistes de différents mondes, anciens hauts-fonctionnaires, responsables du monde associatif... Elle devrait assurer les fonctions suivantes :

- une **fonction de veille** afin d'observer et de décrypter les mutations en cours dans la société, les nouvelles tendances émergentes, d'anticiper les crises naissantes ;
- une **fonction de conseil** afin d'éclairer les décisions des gouvernements en mettant en évidence les implications à long terme de mesures adoptées avant tout en fonction de considérations immédiates ;
- une **fonction d'impulsion** en proposant aux gouvernements différentes recommandations, informations, grandes lignes de projets de réformes

structurelles susceptibles de rencontrer les nouveaux défis auxquels doit faire face notre société ;

- une **fonction de coordination** : dans la mesure où cette cellule serait de nature interdisciplinaire, elle pourrait jouer un rôle de coordination des travaux d'expertise réalisés dans leurs domaines spécifiques par différentes institutions.

C'est dans cette dynamique de changement que nous voulons inscrire notre action 2009. Elle sera triple.

III. La crise et l'urgence d'un autre modèle financier

En matière financière, nous devons faire deux choses : un assainissement à court terme du secteur financier et une réforme radicale à long terme de notre modèle.

1. Tout d'abord, Philippe Maystadt vient de le dire, nous devons avant tout continuer à soutenir et assainir nos institutions financières ; non parce que nous voudrions « aider les banques », mais parce que il s'agit là d'une condition préalable *sine qua non* pour l'efficacité des plans de relance nationaux et régionaux ; parce que, également, une faillite de banque serait non seulement un tsunami économique et pour l'emploi, mais aussi une catastrophe indicible pour l'ensemble des épargnants et déposants.

2. Nous devons par ailleurs imposer une réforme radicale de notre système financier et ne pas croire qu'une simple intervention de l'Etat, des Etats, sera suffisante. Nous devons par ailleurs réformer radicalement et oser le faire au niveau national, européen et international.

Le Centre d'études du parti, le Cepess, a publié voici deux mois une étude avançant **25 propositions pour une nouvelle gouvernance financière** selon quatre axes : mieux protéger, mieux responsabiliser, mieux contrôler les marchés financiers et construire une réelle gouvernance internationale.

Il s'impose notamment de :

- **renforcer la protection des consommateurs**, notamment en imposant que les publicités pour les produits financiers fassent référence à des mesures harmonisées et facilement compréhensibles pour l'épargnant ;
- **responsabiliser les intermédiaires financiers** en leur imposant de conserver dans leur portefeuille un pourcentage significatif des risques des produits de titrisation qu'ils créent ;
- **renforcer le contrôle interne** dans les établissements financiers ;
- **soumettre les agences de notation à des règles strictes d'indépendance**, comme Mikael Petitjean l'a souligné ;
- **réglementer les fonds spéculatifs privés** (*Hedge Funds*) et les relations que les banques peuvent avoir avec de tels fonds ;

- **améliorer l'information des marchés** notamment en ce qui concerne les titres dérivés et les opérations à terme ;
- **rétablir une ségrégation entre les métiers bancaires** classiques (banques de dépôt) et les activités de marché (banques d'affaires), comme l'a recommandé notre premier panel d'experts ;
- **modifier le modèle de comptabilité des banques** afin d'atténuer les effets procycliques excessifs notamment de la norme IAS 39 ;
- **étendre les exigences de fonds propres à tous les véhicules financiers qui utilisent l'effet de levier**, notamment les *Hedge Funds* ;
- **mettre fin aux paradis fiscaux** ;
- **séparer les missions de contrôle des marchés financiers et de contrôle prudentiel** en confiant le second à la Banque nationale, comme suggéré par Serge Wibaut ;
- **mettre en place le régulateur financier européen** que Jean-Marc Gollier a appelé de ses vœux ;
- **modifier le rôle du FMI et de la Banque mondiale** afin d'en faire de véritables « Conseils de sécurité économique et sociale » et d'authentiques instruments d'une gouvernance mondiale de la finance globalisée ;

Le groupe Lamfalussy désigné par le gouvernement devra également déterminer certaines recommandations et préparer des projets de réformes. Le cdH sera très actif et vigilant pour que cette réforme voie le jour au niveau national et surtout aussi au niveau européen et international.

IV. La crise et la nécessité de plan de relance ayant l'emploi comme priorité

Il fallait réagir vite et fort, selon les principes, évoqués par P. Maystadt, des trois T : temporary, targeted, timely.

Nous avons choisi des mesures de relance qui à la fois protègent les plus fragiles (mesures sociales et mesures relatives au chômage économique et aux restructurations), qui ont des impacts rapides, qui sont ciblées sur les secteurs créateurs de relance et d'emploi, comme la construction, et, enfin, qui soient temporaires et axées sur les années 2009 et 2010.

Alors, oui, ces mesures étaient nécessaires, mais elles ne seront sans doute pas suffisantes. Un deuxième plan de relance axé sur l'emploi pourrait s'imposer selon l'évolution de nos chiffres de chômage qui, aujourd'hui restent encore positifs.

Nous devons organiser un monitoring constant de l'évolution de l'emploi dans nos secteurs.

Nous devons surtout, au-delà de la protection et des efforts de reconversion des

personnes qui perdent leur emploi, investir massivement dans les secteurs créateurs d'emploi, comme celui des titres-services, du secteur non-marchand. Nous devons, avec les Régions, établir un plan plus ambitieux en matière d'alliance emploi-environnement et investir massivement dans la transformation de l'économie verte et environnementale.

Ne nous trompons pas : le problème de l'emploi est devant nous et il faudra qu'il soit au cœur de toutes les politiques futures. Je ne suis pas sûre que, jusqu'à présent, tout le monde ait voulu qu'il le soit ou réalise qu'il doive l'être.

L'enjeu de nos élections régionales sera sur ce point de doper le Plan Marshall et d'en faire un pour le développement économique de Bruxelles. **Je plaide ainsi pour que, au lendemain des prochaines élections régionales, soit lancé un nouveau Plan Marshall conjoint aux Régions wallonne et bruxelloise, ainsi qu'à la Communauté française. Ce Plan devra notamment être étendu à l'enseignement et à l'environnement.**

Par ailleurs, il n'est pas question de répéter les erreurs des années septante et d'accepter un dérapage budgétaire qui rendrait rapidement la dette publique incontrôlable et ferait peser des charges insupportables sur l'avenir. Notre priorité, celle de Melchior Wathelet tout particulièrement, est de **conserver un cadre budgétaire sérieux, en ne tolérant de déficit que pour financer des investissements publics susceptibles non seulement de favoriser la relance à court terme de l'économie, mais qui contribuent également à répondre aux deux principaux défis auxquels notre économie va devoir structurellement faire face : le choc démographique et les contraintes environnementales.**

C'est pourquoi nous avons plaidé, à tous les niveaux de pouvoir, pour que la relance de l'économie repose sur trois axes :

- des mesures conjoncturelles de soutien à la consommation, ciblées prioritairement sur les personnes les plus fragilisées et les plus sensibles à l'affaiblissement de leur pouvoir d'achat ;
- des mesures de soutien aux entreprises afin d'éviter que la crise provoque des effets en cascade, par exemple parce que le resserrement des conditions d'octroi des crédits mettrait en difficulté des PME en plein essor ;
- des investissements publics combinant relance de l'économie et réformes structurelles, par exemple, en instaurant une alliance emploi-environnement, notamment en développant les emplois dans la rénovation des bâtiments. *A contrario*, nous nous sommes opposés, et nous continuerons à la faire, à des dépenses n'ayant que peu d'effets positifs sur la croissance structurelle, comme, par exemple, une réforme fiscale non ciblée sur les bas revenus.

Nul doute que la voie ouverte par le plan de relance des différentes entités du pays devra être approfondie dans les prochains mois. Nous conserverons la même ligne de conduite et insisterons pour que soient privilégiés des investissements susceptibles de soutenir la croissance à long terme de notre économie. Des investissements réfléchis dans la recherche et dans l'enseignement notamment devront être envisagés.

V. La crise et le capital humain

L'investissement dans le capital humain sera plus que jamais indispensable pour faire face à la crise. L'enseignement sera le thème prioritaire du cdH tout au long de cette année. C'est pour cette raison que le cdH s'est lancé depuis septembre dans un ambitieux processus de consultation et de réflexion en matière d'enseignement : les **Assises de l'Enseignement**.

Ces Assises, au terme de rencontres multiples avec les acteurs de terrain, aux quatre coins de la Communauté française, conduiront à un congrès consacré à l'enseignement au mois de mars où nous présenterons un projet audacieux visant à renforcer la qualité et l'efficacité de l'enseignement et à oser parier sur cette révolution essentielle qui est celle de « **l'excellence collective** ».

VI. La crise et le besoin d'Europe

La crise appelle un projet européen nouveau pour les habitants d'une Europe qui doute et stagne et ont, à mon sens, besoin d'une véritable Europe fédérale unie et cohérente. Cette Europe doit avoir un projet commun et être une Europe pionnière, moteur d'un humanisme international nouveau, d'un nouveau modèle social, d'un nouveau modèle environnemental, d'un nouveau modèle interculturel et interculturel innovant ouvert et respectueux, d'une Europe ouverte et non forteresse, d'une Europe ambitieuse et innovante, d'une Europe de l'innovation et de la recherche, d'une Europe sociale réinventée. Nous devons oser avoir un rêve européen.

Dans quelques mois, nous désignerons un nouveau Parlement européen pour dessiner une nouvelle Europe. Nous ferons de ce moment charnière une de nos priorités de parti et une de nos priorités de débats car si l'Europe est toujours la plus grande oubliée des élections, elle est le premier niveau de pouvoir qui dicte souvent dans l'indifférence la marche de 70% de notre législation et donc la transformation de nos sociétés. Nous européaniserons dès lors notre action de manière forte.

VII. La crise et le changement de valeurs

La crise exige que nous modifiions radicalement nos modèles de société et nos valeurs.

La crise appelle la généralisation mondiale d'une économie sociale de marché basée sur les objectifs de croissance humaine et qui implique :

- un Etat régulateur, stratège et redistributeur ;
- une organisation de société basée sur le sens de la responsabilité et du collectif, sur des objectifs de société qui soient non matérialistes et considèrent le bonheur humain et sa vie intérieure et personnelle comme l'indicateur premier ;

- une organisation solidaire de la société basée sur le lien sociale, appuyée sur un secteur associatif dynamique et responsabilisé, ainsi que sur un système de sécurité sociale renforcé et modernisé.

La crise appelle une nouvelle offre politique qui dépasse les intérêts matériels de classe, qui impose une éthique de la responsabilité de l'intérêt général, un projet humaniste nouveau.

Vouloir surmonter la crise nécessite, aussi, une réflexion plus profonde. La crise financière et économique est aussi une crise morale et politique. Elle est le fruit de la dérégulation néolibérale. Or, **cette dérégulation n'est pas seulement un processus économique et financier. Elle est également le reflet d'une déconstruction des valeurs morales collectives.**

Le fondement de la dérégulation est une escroquerie philosophique : avoir dit aux individus qu'ils pouvaient ne se préoccuper que de ce qu'ils pensaient être leur intérêt personnel et que le miracle de la main invisible ferait que tout irait pour le mieux.

Agir sur base de ses intérêts personnels signifie nécessairement accorder plus d'importance au court terme qu'au long terme. Nous percevons en effet beaucoup plus facilement ce qui semble être conforme à notre intérêt immédiat. Il est bien plus difficile d'imaginer les effets à long terme qui dépendent davantage des comportements collectifs que de nos actions individuelles. Le défi environnemental en est un excellent exemple. Combien d'entre nous prend réellement en compte l'impact environnemental de notre décision de nous rendre au travail en voiture plutôt qu'en train ? Pourtant, à terme, c'est la survie de l'espèce humaine qui est en jeu.

Agir sur base de ses intérêts personnels signifie également une augmentation des inégalités. Les personnes privilégiées sont en position de force pour saisir les opportunités qui se présentent et imposer leurs conditions aux personnes plus fragilisées. Ils seront donc toujours en mesure de voir leurs intérêts mieux satisfaits et de voir leurs avantages confortés.

Après trente années de dérégulation, le résultat est éloquent : une incapacité d'anticiper les effets à long terme de nos actions et une augmentation des inégalités.

Cela apparaît très clairement dans les modes de rémunérations des agents financiers qui sont l'une des principales causes de la crise financière. Une part essentielle de la rémunération des *traders* est constituée de bonus variant en fonction de plus-values évaluées à très court terme, sans qu'ils soient sanctionnés si les positions prises se révélaient désastreuses à plus long terme. Cette asymétrie les incite bien naturellement à prendre des risques excessifs.

De la même manière, les *stock options* que perçoivent les dirigeants d'entreprise les incitent à privilégier la maximalisation à court terme du cours boursier plutôt que la croissance à long terme de l'entreprise. Il serait indispensable que la réalisation de ces options d'achat ne puisse être exercée qu'au terme d'un délai d'au minimum cinq ans.

Même au guichet des banques, si la rémunération des employés est liée à leurs ventes de produits financiers, ceux-ci sont incités à privilégier leur intérêt

immédiat par rapport à celui de l'entreprise ou du client.

L'Etat peut créer un cadre réglementaire et mettre en place des incitants pour modifier la gouvernance des banques et des entreprises. Mais l'enjeu principal est dans la tête de chacun d'entre nous et dans nos comportements quotidiens.

Nous devons prendre conscience que la crise actuelle est aussi une crise de valeurs. Nous avons tous été, à un degré ou à un autre, contaminés par l'idéologie néolibérale. Nous avons tous, à un degré ou à un autre, désappris à voir au-delà de notre intérêt personnel immédiat.

Aujourd'hui, décideurs politiques, agents économiques, mais aussi simples citoyens, nous devons tous retrouver le sens de l'intérêt général et prendre en compte les effets à long terme de nos actes. Nous devons prendre conscience de la responsabilité que nous avons les uns envers les autres. Nous devons prendre conscience que vivre en société, ce n'est pas vivre les uns à côté des autres en recherchant chacun notre bonheur en société. Vivre en société, c'est définir ensemble un projet et des valeurs en commun.

Face à l'individualisme qui a mis notre société en crise, nous avons besoin de remettre les valeurs au cœur de la politique et de la société.

Cela veut dire, d'une part, **exiger de la part des hommes et des femmes politiques qu'ils exercent leur fonction avec intégrité**. L'expérience de cette semaine nous rappelle une nouvelle fois qu'une telle exigence est un combat sans cesse renouvelé. Ce combat, nous entendons continuer à le mener avec détermination, même et surtout lorsque nous devons rappeler cette exigence absolue d'intégrité à nos compagnons de route.

Remettre les valeurs au cœur de la politique et de la société, c'est plus profondément vouloir rompre avec une idée de la politique comme n'ayant comme but que de permettre une juste coexistence des individus les uns à côtés des autres. **Vivre en société, ce n'est seulement garantir que la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres. Vivre en société, c'est s'interroger collectivement sur les valeurs que l'on souhaite partager.**

VIII. La crise et l'humanisme

Remettre les valeurs au cœur de la politique et de la société, ce sera un des axes majeurs de notre programme pour les prochaines élections parce que je suis convaincue que, en tant qu'humaniste et démocrate, notre parti a une responsabilité particulière. A la différence d'autres partis, nous n'avons jamais pu nous résoudre à accepter le relativisme et l'individualisme. Quelles que soient nos convictions religieuses ou philosophiques, nous partageons une exigence de dépassement de nous-mêmes.

Le fondement de notre engagement politique, c'est la volonté de mettre l'homme et les relations humaines au centre de notre modèle de société. Cela demande d'aller au-delà du libéralisme et du socialisme, les idéologies du vingtième siècle. Cela demande d'aller au-delà de l'écologie qui soumet l'homme à la nature.

Cela demande **un projet politique qui soit à la fois moderne et radical.**

Moderne parce qu'il refuse la logique droite-gauche de l'affrontement entre les intérêts particuliers, mais qu'il essaie de promouvoir des valeurs universelles. Moderne parce que nous voulons être au cœur de la société afin de la changer de l'intérieur.

Radical, parce que, loin de tout conservatisme et de tout corporatisme, nous avons conscience de la nécessité de réformer en profondeur la société. Radical parce que nous avons conscience que nous allons devoir accepter de modifier nos habitudes et nos comportements.

Notre plus belle spécificité est de refuser une forme dépassée de lutte des classes entre un parti de gauche, défendant les intérêts d'une classe sociale, et un parti de droite, défendant ceux d'une autre classe sociale. **Nous défendons des valeurs, non des intérêts.** Le seul intérêt qui doit nous guider, c'est l'intérêt général.

Mais nous savons aussi qu'un parti politique ne peut pas se contenter de rêver d'un autre monde et de relever les difficultés actuelles sans jamais assumer la responsabilité d'y apporter des réponses concrètes. Il est trop facile de se contenter de décrire un monde idéal et de donner les leçons. **L'engagement politique prend son sens lorsque l'on accepte également de mettre ses mains dans le cambouis et d'avoir le courage de l'action,** c'est-à-dire : prendre ses responsabilités, être capable de faire des compromis, sans pour autant accepter les compromissions, assumer les décisions prises, même lorsqu'il s'avère que ce fut des erreurs. Et toujours recommencer, remettre l'ouvrage sur le métier, parce que l'on sait que, s'il faut avoir un idéal, une vision à long terme, qui nous guide et nous inspire, nous ne pourrons faire évoluer la société que pas à pas.

C'était l'un des points sur lequel Herman Van Rompuy a insisté dans sa déclaration gouvernementale. Il avait mille et une fois raison.

Ces convictions étaient déjà au centre de notre réflexion lorsque, il y a bientôt sept ans, nous avons décidé de changer de nom et de devenir le cdH, le centre démocrate Humaniste.

Le sentiment de l'absolue nécessité, face aux mutations que connaît notre société, que l'action politique soit portée par un projet de société, articulé autour de valeurs fortes et en phase avec son époque, m'a donné envie de reprendre la réflexion entamée alors. C'est pourquoi j'ai le plaisir de pouvoir vous annoncer la publication prochaine de deux livres.

Dans le premier, « L'humanisme : un projet de société », j'ai revu en profondeur le livre que j'avais écrit à l'occasion de notre changement de nom en m'appuyant sur nos réflexions collectives et sur la Charte de l'humanisme démocratique que nous avons adoptée au Congrès de Liège en 2001.

Le deuxième est, écrit par Laurent de Briey qui dirige le Cepess (le Centre d'études économiques, politiques et sociales du cdH), tout en enseignant à l'UCL. Dans ce livre, intitulé *Le sens du politique. Essai sur l'humanisme démocratique*, il propose une contribution personnelle situant l'humanisme démocratique dans les débats contemporains en philosophie politique.

Il apporte ainsi un éclairage philosophique au projet politique que je vous présente dans ce livre et démontre la vitalité et l'actualité de la réflexion humaniste.

Il souligne aussi pourquoi notre projet politique est particulièrement adapté au contexte social et politique difficile que nous vivons pour l'instant. **A l'heure où la crise financière s'est transformée en une crise économique dont nous ne percevons encore que les premiers effets, à l'heure où les crises politiques successives fragilisent le pays, à l'heure où la crise écologique menace jusqu'à la simple survie de l'humanité, à l'heure où la crise sociale creuse les inégalités, à l'heure où la crise du sens nous laisse trop souvent dépourvus de repères, nous devons tous retrouver ce qui doit caractériser l'humanisme démocratique : le sens du politique, c'est-à-dire le sens de l'intérêt général et notre capacité collective à agir sur nous-mêmes pour transformer la société afin de la rendre plus juste et plus humaine.**

IX. Cinq priorités

Je conclurai en insistant sur la nécessité que nous abordions cette crise de manière grave et volontaire avec le sens des responsabilités qui sont les nôtres. La situation institutionnelle instable et tendue que nous visons, l'évolution socioéconomique difficile que nous connaissons et le contexte international délicat dans lequel nous nous trouvons, ne nous laissent pas le choix.

Nous ne pensons pas que l'heure soit à la musculation électorale, aux effets d'annonce, aux mesurette ou aux polémiques.

Non, l'heure est au sérieux et au travail, l'heure est aux propositions concrètes et aux solutions innovantes, l'heure est aux réformes de société d'envergure et à la pacification du climat communautaire.

L'heure est à un programme révolutionnaire ambitieux autour de cinq priorités :

- viser l'excellence collective pour l'enseignement et la formation ;
- dépasser la crise avec des réformes financières, économiques et de l'emploi ;
- promouvoir de nouvelles solidarités face aux nouvelles inégalités ;
- réussir la révolution verte ;
- mettre en œuvre une nouvelle gouvernance intrafrancophone, nationale européenne et internationale.

Ces cinq priorités seront le cœur de notre programme électoral. Elles sont notre ambition.